



<http://www.lyoncapitale.fr/Journal/univers/Actualite/Societe/Le-s-pompiers-ne-veulent-pas-perdre-leurs-logements>

Les pompiers ne veulent pas perdre leurs logements

Par Lauriane Clément et Lucie Blanchard

Posté le 26/06/2012 à 16:40

Une soixantaine de pompiers a pris d'assaut hier, lundi 25 juin, la préfecture du Rhône pour s'opposer à la vente de leurs 250 logements de fonction par leur employeur, le SDIS du Rhône. La décision a été votée au même moment derrière les grilles du bâtiment d'Etat. Le préfet a réagi ce mardi soir dénonçant des "actes de malveillance".



La Préfecture accueillait lundi 25 juin un conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) à l'Hotel du Département visant, entre autres, à voter la vente de 250 logements de fonction de sapeurs-pompiers du Rhône, dont 150 habités. A cette occasion, les syndicats avaient appelé les soldats du feu à se mettre en grève et à manifester devant le bâtiment d'Etat. Vers 17h45, la manifestation a tourné à la démonstration de force lorsque les pompiers ont appris que la vente de leurs logements venait d'être votée à une majorité de 14 voix contre 6.

Les manifestants ont alors pris d'assaut la Préfecture. Une dizaine a sauté par dessus les grilles de 5 mètres de haut, avant d'ouvrir les portes à leurs compagnons. S'en est suivie une cavalcade dans les caves de la Préfecture avant de finalement rejoindre l'hémicycle. "*Le préfet était rouge de colère, et les services de police ont été dépassés*", s'est félicité Rémy Chabbouh, représentant du syndicat SUD, co-organisateur.

"La lutte est loin d'être terminée"

Les manifestants sont repartis bredouilles. " *On nous a promis une refonte de la filière et une augmentation de salaire pour certains*", a indiqué Rémy Chabbouh. Le SDIS aurait également affirmé que les pompiers ne seraient pas expulsés de leurs logements, à condition qu'ils payent un loyer. " *Mais on n'a aucune garantie concrète*", a regretté le représentant du syndicat national des sapeurs pompiers.



Étant donné que les logements seront vendus à des organismes, les bailleurs pourront facilement chasser les habitants à la fin de leur bail, craignent les syndicats. Pour eux, la seule solution restante est de porter l'affaire devant le tribunal administratif. " *La lutte est loin d'être terminée*", termine Rémy Chabbouh. Pour " *faire connaître la gestion calamiteuse du SDIS 69*" et lutter contre " *les magouilles de Michel Mercier*", président du Conseil général, SUD vient de mettre en ligne [un site Internet](#).

Le préfet a quant à lui réagi ce mardi soir s'excusant patement auprès du président du conseil général du Rhône, Michel Mercier, par courrier, par ailleurs patron du SDIS dont les conseil d 'administration ont lieu à la préfecture. Jean-François Carencu a parlé d' " *actes de malveillance*" des pompiers mettant à mal " *l'image du corps des sapeurs pompiers (...) pas acceptables dans une démocratie responsable et apaisée*". Il a évoqué " *un défaut dans la sécurité du bâtiment*" et a précisé qu'il avait saisi le préfet à la sécurité, Jean Pierre Cazenave-Lacrouts, lui demandant de renforcer la sécurité du bâtiment pour prévenir tout nouveau débordement.